

2012 Conférence sur le pluralisme: Roza Otunbayeva

Les perspectives de la démocratie et du pluralisme
en Asie central : leçons de la République kirghize

28 mai 2012 – Ottawa, Canada

Son Altesse le prince Aga Khan
La juge en chef McLachlin
La très honorable Adrienne Clarkson
Excellences,
Mesdames et messieurs,

Je vous remercie pour vos paroles accueillantes et votre invitation à prononcer une allocution lors de ce rassemblement estimable.

Cette année marque le 20^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Canada et la République kirghize. En tant que première ambassadrice du Kirghizstan au pays de l'érable et première ministre des Affaires étrangères kirghize à visiter le Canada, je suis très heureuse d'être de retour à Ottawa et de revoir tant d'anciens amis. Pendant ces années, le Canada est non seulement devenu le plus important investisseur étranger au Kirghizstan, mais il a également été une source de nombreuses contributions importantes dans les domaines du développement social, de la culture, des droits de la personne et de l'éducation. Le Canada et la République kirghize sont désormais liés par de nombreux liens familiaux, d'anciens universitaires, des liens commerciaux et des réseaux de la société civile. Nous avons beaucoup à célébrer et, alors que notre relation se développe, suis certaine qu'elle se renforcera dans les années à venir.

Chers collègues,

Permettez-moi de féliciter le gouvernement du Canada et Son Altesse pour la création de cette importante et nouvelle institution, le Centre mondial du pluralisme.

Tel que le souligne à juste titre l'énoncé de mission du Centre, les sociétés pluralistes ne sont pas des fruits du hasard. Elles sont le résultat de décisions et d'investissements publics.

En cette époque turbulente pleine de bouleversements historiques, alors que tant de nouvelles forces au pouvoir ont pris la place qui leur revient à la table des décideurs mondiaux, alors que les nouvelles technologies donnent la parole à des milliards de personnes dont on n'avait jusque-là jamais entendu parler, alors que le visage de la planète change rapidement et que la jeunesse de partout dans le monde questionne chacun des modèles politiques du passé, il est particulièrement important que des institutions comme le Centre mondial du pluralisme agissent tant comme point d'ancrage de la stabilité que comme modèle d'inspiration.

Il est particulièrement impératif que le Centre offre ses conseils à ceux d'entre nous qui, dans l'effort de libérer leur pays d'une dictature, créent de nouveaux systèmes d'oppression selon lesquels la majorité écrase alors les minorités.

Le mandat du Centre mondial doit non seulement porter sur le recueil des meilleures pratiques du Canada et d'autres pays pluralistes fructueux, mais doit également célébrer la paix et la prospérité dans les communautés où, malgré le manque de primauté du droit et l'absence d'un leadership national responsable, l'humanité est vivante et où des peuples de cultures et d'origines variées ont trouvé leurs propres manières de renforcer le respect mutuel et la sécurité.

Je suis certaine que le Centre mondial du pluralisme adoptera un point de vue global tout en faisant preuve d'équilibre dans l'évaluation du contexte historique, qu'il s'intéressera à la nuance intellectuelle et accordera de l'attention aux dynamiques de la vie sociale à leur échelle. Je suis rassurée par le fait que le Centre mondial du pluralisme soit créé en partenariat avec le Réseau Aga Khan de développement et avec d'autres institutions sous la présidence de Son Altesse, car je ne connais aucune autre organisation de développement international qui appartienne directement au monde en développement tout en représentant les intérêts d'une ancienne communauté répartie sur tous les continents de la planète. L'Aga Khan a plus d'une fois gagné la confiance des pays en développement, où il jouit d'une crédibilité unique que beaucoup ne réussissent jamais à obtenir.

Le Réseau Aga Khan de développement et l'œuvre de bienfaisance dirigée par Son Altesse sont bien connus au Kirghizstan et tenus en haute estime partout en Asie centrale. Mes compatriotes n'oublieront jamais l'aide humanitaire offerte généreusement par Son Altesse, particulièrement lors de la première transition difficile des années 1990. Les efforts de rétablissement de la paix de Son Altesse l'Aga Khan ont joué un rôle important dans la fin de la guerre civile au Tadjikistan. Actuellement, le Réseau Aga Khan a un impact efficace et durable dans le domaine du développement de la société civile.

Il y a seulement deux mois, j'ai visité Naryn, une ville éloignée dans les hautes montagnes où se situe le campus kirghiz de l'Université de l'Asie centrale, l'initiative régionale phare de Son Altesse. Ce fut vraiment inspirant et réconfortant de voir comment toute la communauté se transforme grâce à l'investissement de plusieurs millions de dollars pour la construction du campus. On ne peut qu'imaginer l'avenir de Narin, jadis ville déprimée, alors qu'elle sera l'hôtesse d'étudiants et de facultés du monde entier et qu'elle deviendra un centre d'excellence académique pour toute la région. Cette nouvelle université n'est qu'un exemple de la manière dont les institutions Aga Khan sont devenues des éléments indispensables et importants dans la région.

Aujourd'hui, nous ouvrons un nouveau chapitre de notre coopération avec le Canada et Son Altesse l'Aga Khan. Plus tôt cet après-midi, nous avons tenu un riche échange d'idées au conseil d'administration du Centre mondial du pluralisme et avons discuté d'idées concrètes touchant à l'expertise du Centre et à son travail éventuel au Kirghizstan. Il est clair que le Centre mondial du pluralisme a un énorme potentiel et peut tous nous aider à clarifier notre pensée et à agir audacieusement dans la promotion, la définition et le renforcement de la démocratie.

Mesdames et messieurs,

Les quatre journées tragiques de juin 2010 ayant coûté la vie à 442 citoyens kirghizes dans le conflit interethnique ont clairement démontré que notre tentative de bâtir une société pluraliste et une nation multiethnique fructueuse de citoyenneté partagée a misérablement échoué.

Jusqu'à mes derniers jours, je n'oublierai jamais le choc, la douleur et, pire encore, le sentiment d'impuissance devant la tragédie catastrophique ayant eu lieu sous ma présidence.

Je me souviens de chaque heure de ces jours les plus sombres et de ces nuits les plus horribles lors desquels, en ma capacité de présidente du gouvernement intérimaire qui avait alors deux mois, j'ai dirigé les efforts pour mettre fin à la violence et rétablir la paix.

Quand un quartier de Osh a été en état de siège, les nouvelles que je recevais ne provenaient pas tant des représentants du gouvernement ou de la police, mais de défenseurs des droits de la personne et d'activistes de la société civile qui m'appelaient d'urgence pour que j'agisse et que je les aide. Les corps policiers et les militaires étaient débordés, pas assez nombreux, démoralisés et parfois peu enclins à arrêter la violence. Les unités de renfort des quartiers extérieurs à la région ont mis de nombreuses et précieuses heures à arriver et n'avaient pas l'équipement adéquat ni l'expérience requise pour faire face au désordre civil et aux conflits ethniques d'une telle ampleur.

En tant que chef d'État par intérim, j'ai utilisé les mesures de dernier recours et, par un acte exceptionnel, j'ai fait appel à notre allié le plus fidèle, la Russie, en leur demandant de nous aider en envoyant des troupes sur le lieu du carnage pour rétablir la paix.

Nous avons attendu cette aide en vain.

Il y a 20 ans, dans les années 1990, dans la même chaleur de juin, alors que l'ancienne ville de Osh ainsi que ces quartiers voisins ont été témoins d'un conflit interethnique massif, il a fallu des semaines pour que de nombreux bataillons de parachutistes de l'Armée rouge et du renfort policier extrêmement bien équipé de l'Union soviétique mettent fin à la violence. L'état d'urgence avait duré jusqu'en novembre.

Cette fois-ci, les violences ont duré quatre jours et quatre nuits. Moins d'un mois plus tard, nous avons été en mesure de faire un référendum constitutionnel national dans toutes les régions touchées. J'ai personnellement choisi de me rendre à Osh pour aller voter dans la ville où j'ai grandi.

Chers collègues,

De nombreuses théories et explications ont circulé a posteriori quant aux forces qui auraient déclenché les émeutes et quant au site ethnique, groupe politique et ennemi interne ou externe le plus responsable.

Je tiens à dire, haut et fort, que le peuple du Kirghizstan au grand complet doit maintenant accepter la responsabilité de la violence horrible, du carnage barbare et de l'affolement qui ont eu cours à Osh. Ce sont nos rues. Nos enfants. Nos voisins. Nos aînés qui ont permis à la haine de s'enraciner dans nos cœurs et de commettre ces atrocités les uns envers les autres.

Ce sont nos gouvernements : les municipalités locales, la police, les militaires qui ont, en premier lieu, échoué à prévenir et, ensuite, à agir rapidement et avec bravoure. Nous devons reconnaître et accepter le fait que dans les mois ayant suivi la tragédie, la loi n'a pas été appliquée sans discrimination ni harcèlement ethnique. Nous devons faire face à la réalité et reconnaître notre vérité amère. Nous devons nous poser, à nous-mêmes et aux autres, de graves questions. Nous devons faire face au malaise et à la douleur afin de rebâtir nos communautés et réaliser une paix et une sécurité durables.

J'ai fourni des rapports exhaustifs sur mes propres actions et de nombreux témoignages à la Commission nationale extraordinaire mise sur pied pour enquêter sur les événements de juin ainsi qu'à d'autres commissions parlementaires, publiques et internationales en Asie centrale. J'ai également donné des directives à tous les représentants de l'État et aux corps gouvernementaux afin qu'ils remettent toute preuve et tout témoignage pour garantir le plus haut niveau de responsabilité et de transparence.

Lorsque je me suis adressée à la session parlementaire extraordinaire une année après les événements de juin, j'ai fait une mise en garde précise contre toute tentative d'amorcer des campagnes qui tenteraient de culpabiliser une ethnie en particulier ou de politiser le conflit dans le seul intérêt du parti. J'ai demandé à la nation de ne pas oublier que nous n'avions pas tiré de leçons des conflits précédents de 1990 parce qu'à cette époque, les événements avaient rapidement été projetés dans l'ombre de notre indépendance et des grandes crises économiques des années subséquentes.

Il est évident que jusqu'à maintenant, nous n'avons pas réussi à bâtir une société de citoyenneté partagée dans laquelle chaque personne a le droit de participer tout en se sentant en sécurité et protégée.

Mais la réalité est plus complexe. Quand les Kirghizes, ethnie majoritaire, ont exclu des minorités et établi des formes de maltraitance et d'oppression systématiques. Nous lisons parfois des journalistes étrangers qui utilisent promptement leurs stéréotypes. La majorité d'entre eux a tendance à tout simplifier. Vous sautez de votre avion, vous identifiez le groupe majoritaire comme le méchant vilain et l'article est écrit. Cependant, comme nous le savons, la réalité est bien plus complexe et multidimensionnelle. Alors que toutes les ethnies sont déçues par le statu quo, ce sont les Kirghizes qui sont frustrés et angoissés, au moins autant que leurs voisins.

J'aimerais parler brièvement de trois questions qui, selon moi, représentent les sources principales de la tension interethnique et qui, sans résolution, nous empêcheraient de progresser vers la création d'une société pluraliste et inclusive. Il s'agit du statut de la langue kirghize, l'absence de la primauté du droit et la pauvreté.

Ensuite, j'aimerais savoir ce que vous en pensez et je serais reconnaissante si vous me donniez vos impressions et vos idées. Je suis venue au Canada en compagnie de mes collègues pour apprendre de vous. C'est donc moi qui poserai les questions aujourd'hui.

Mesdames et messieurs,

Quiconque veut savoir comment se sentent les Kirghizes n'a qu'à évaluer la question du statut de la langue kirghize. Si, lors des années préhistoriques, le faible statut de la langue a été l'élément mobilisateur qui a servi d'éveil au mouvement national ayant ultimement mené à l'éclatement de l'Union soviétique, 20 ans plus tard, la situation est très sombre et désespérante.

Pendant les premières années de l'URSS, les états soviétiques finançaient la publication de centaines de titres d'auteurs autochtones ainsi que la traduction en langue kirghize de livres étrangers tirés en millions d'exemplaires. Actuellement, le nombre de titres publiés tourne autour de la douzaine, avec un tirage qui dépasse rarement 1 000 exemplaires. De nos jours, sur le média social principal – Internet – la quantité et la qualité du contenu en langue kirghize sont extrêmement faibles. Même les Kirghizes ayant la conscience nationale la plus élevée choisissent de communiquer entre eux en ligne dans une autre langue que le kirghize. Nos enfants sont totalement dépourvus de livres ou de bandes dessinées en kirghize. Le phénomène s'accomplit alors que les jeunes enfants qui commencent la garderie et la maternelle changent du jour au lendemain la langue de communication de la famille. Les parents sont forcés de parler russe puisque, croyez-le ou non, mes deux mains suffisent pour compter le nombre d'écoles primaires dispensant une éducation de qualité en kirghize. Ce fait attristant s'explique, évidemment, par le manque d'ouvrages et de méthodes pédagogiques pour enfants en kirghize.

Même si la politique du bilinguisme a toujours existé, le plébiscite national de 1998 a approuvé la reconnaissance du russe comme langue officielle en attribuant au kirghize le statut de langue de l'État. Ainsi, la permission de mener toutes nos affaires en russe a aggravé le statut de la langue kirghize et dissipé toute motivation à l'entretenir.

Je comprends que cette situation linguistique peut être assez typique dans le monde postcolonial où la langue autochtone est de plus en plus marginalisée et assujettie à la lingua franca de plus en plus puissante. Mais je conseille de ne pas célébrer cette réalité comme une réalisation qui mène à une société pluraliste. La situation n'est pas permanente. La langue kirghize n'est pas une langue créole, mais une langue maternelle ancienne parlée par plus de 4 millions de personnes qui possèdent une grande richesse culturelle et historique. Connue dans le monde, l'épopée des Manas est composée de plus d'un million de vers transmis oralement pendant des siècles.

L'incapacité de consolider la vie nationale autour de la langue kirghize et d'augmenter son utilisation et son prestige cause beaucoup de douleur aux Kirghizes. La fierté est blessée. Cette frustration non résolue se manifeste de manière irrationnelle et de plus en plus dangereuse.

J'aimerais vous rappeler qu'une semaine avant que le sang coule à Osh, les nouvelles nationales étaient dominées par des groupes de jeunes qui critiquaient la décision du gouvernement intérimaire de traduire et distribuer l'ébauche de la nouvelle constitution en langue ouzbèke. Récemment, il y a eu un scandale important, manifestations dans la rue et débat parlementaire à l'appui, pour la suppression des évaluations scolaires en langue ouzbèke.

Le Canada possède l'expérience unique du bilinguisme et sait à quel point les tentatives pour qu'un peuple laisse tomber sa langue au nom du supposé bien commun sont futiles.

Ainsi, entendons-nous pour dire que si toutes les mesures devraient être prises pour que les minorités ethniques préservent leurs langues en continuant d'accorder au russe son rôle important dans la vie économique de la région, il ne fait aucun doute que sans aisance à s'exprimer en kirghize, aucun citoyen du Kirghizistan ne peut participer à la vie publique et politique, ni réaliser son plein potentiel.

Cette division des langues explique l'absence de lieux communs propices à la discussion nationale aujourd'hui. Il existe deux grandes communautés agissant en parallèle. Nous avons appris aujourd'hui qu'au Canada, vous avez affronté la même situation il y a 40 ans : deux solitudes, comme vous appelez ce phénomène. L'une s'exprime en russe alors que l'autre s'exprime en kirghize. Chacune est entière et possède ses journaux, postes de télévision, divertissement et programme politique propres. Les deux réalités communiquent très peu entre elles. Bon nombre de gens n'écoutent jamais la télévision kirghize, mais sont totalement plongés dans la vie d'un pays voisin, puisqu'ils parlent couramment russe. Nous devons également tenir compte des données démographiques changeantes du pays puisque de nombreux Russes ont quitté le pays au cours des dernières décennies. Les Ouzbèkes ont remplacé les Russes comme plus importante minorité ethnique, mais les langues kirghize et ouzbèke partagent les mêmes origines turques et ce serait déplacé d'accepter que le russe conserve son statut de langue de communication interethnique.

La question de la langue est très délicate, complète et nuancée, comme nous pouvons le comprendre. Je terminerai ce sujet en mentionnant qu'un critère de notre succès des prochaines années pourrait être le nombre élevé de jeunes, hommes et femmes, qui parlent couramment la langue de l'État et qui sont en mesure de représenter leur communauté ethnique et de revendiquer leur droit de gouverner le pays tout entier.

Chers amis,

Beaucoup d'encre a coulé sur l'histoire unique du Kirghizistan en tant qu'île prometteuse de la démocratie au début des années 1990 et malheureusement, cette histoire s'est ensuite transformée en récit de grande escroquerie, de corruption et d'injustice.

Pendant toutes ces années, nos compatriotes, les Russes, les Ouzbèkes, les Tatars, les Dounganes, les Coréens, les Ouïgours ainsi que les 80 autres ethnies qui, avec les Kirghizes, composent notre nation, ont enduré les difficultés et ont fait de leur mieux pour se construire une vie dans un pays nouvellement indépendant.

Cependant, plus les régimes autoritaires ayant gouverné le pays perdaient leur réputation et leur légitimité auprès du peuple, plus ils utilisaient leur carte de la stabilité interethnique. On parle des régimes de familles corrompues et criminelles qui ont intérêt à isoler les minorités ethniques, puis à les utiliser contre les manifestants de l'opposition qui sont majoritairement Kirghizes qui habitent principalement en région rurale. C'est alors que le régime userait le plus activement ses slogans sur l'amitié entre les peuples, l'importance de la stabilité et de la loyauté envers le régime actuel. Le message était clair et simple : « Oui, il se peut que nous soyons corrompus, mais au moins, nous assurons la stabilité. » Néanmoins, aucun effort sincère n'était fait pour inclure les minorités ethniques dans le processus politique. Elles étaient limitées au rôle de public et de partisan des dirigeants.

Au lieu de respecter le droit des minorités ethniques de verbaliser elles-mêmes leurs préoccupations et de nommer leurs propres représentants, les régimes autoritaires étaient plus à l'aise de traiter avec des dirigeants ethniques autodésignés. Un groupe de dirigeants semblables et corrompus, spécialisés dans l'échange du soutien symbolique des communautés qu'ils représentaient supposément contre des préférences gouvernementales pour la privatisation, les contrats et d'autres avantages. Ces soi-disant dirigeants ethniques ont depuis longtemps perdu le lien avec la vraie vie de leurs diasporas. Ils ont surtout spéculé, fait du chantage et négligé des questions nationales de première importance avec pour seul but, le gain et l'enrichissement personnel. Avec le temps ils ont commencé à croire que leur propre bien-être et leur succès personnel en affaires et en politique représentait le bien-être de toutes les communautés.

Dans cette situation, sans élection libre et impartiale, et sans qu'aucune discussion ouverte ne soit permise, il était plus facile de raviver l'ancien système féodal visant à diviser pour mieux régner, selon lequel les magnats locaux et les dirigeants nationaux sont interdépendants.

Avec le temps, les Kirghizes se sont mis à associer à tort la prospérité des quelques représentants des minorités ethniques avec l'injustice générale et le manque d'opportunités d'avancement social sous leur régime autoritaire. Ceci est, à nouveau, une situation bien connue partout dans le monde et il n'est pas nécessaire que je m'étende plus amplement sur toutes ses conséquences.

Bon nombre d'ouvrages traitent des effets de l'absence de la primauté du droit et de la manière dont, en fin de compte, elle plonge chaque membre de la communauté dans la vulnérabilité et l'insécurité. Vous savez très bien comment la méfiance mutuelle peut déterminer la vie publique et comment les minorités ethniques peuvent facilement en arriver à croire que la gouvernance de l'État est détenue par la majorité pour qui il serait supposément beaucoup plus facile de fonctionner dans le système.

Cette absence de justice et de primauté du droit est la principale source non seulement du conflit interethnique, mais également de la situation générale qui correspond de plus en plus à la description d'un État raté.

Injustice, anarchie, corruption totale, gouvernance pourrie et aliénation des élites par le peuple ont déjà causé deux révoltes populaires dans notre courte histoire.

Voilà pourquoi en avril 2010, 87 jeunes héros ont choisi de mourir plutôt que de vivre dans un pays où une famille composée de bandits corrompus de diverses ethnies usurpe le pouvoir de l'État et s'approprie les richesses nationales.

Depuis, nous avons fait les premiers pas requis pour libérer notre peuple, mais il reste encore beaucoup à faire. La nouvelle constitution adoptée pendant l'été 2010 prévoit la première démocratie parlementaire de l'Asie centrale. Les élections parlementaires et présidentielles tenues au cours des deux dernières années ont été reconnues par le peuple du Kirghizistan et par la communauté internationale comme étant libres, impartiales et sans précédent. Nous avons établi les fondements de la gouvernance démocratique et pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le retour d'un régime autoritaire.

Tout en étant fier de nos accomplissements, je partage la déception et le ressentiment que tant de mes compatriotes et amis à l'étranger ressentent à l'égard du Kirghizistan. Non, rien n'arrive comme par miracle et même le Canada ne s'est pas bâti en un seul jour. Il faut du temps et beaucoup d'efforts pour réparer les injustices du passé et pour que les gens réapprennent les valeurs civiques. Il faut du temps et de très nombreuses petites étapes progressives qui cimentent la percée de la démocratie et créent un nouveau pays harmonieux et inclusif.

Ceci m'amène à la question du développement économique et au besoin d'éradiquer la pauvreté pour donner à chaque citoyen de notre pays, une chance égale d'améliorer son statut. Voilà une condition vitale au succès d'une société pluraliste.

Au Kirghizistan, nous sommes conscients du fait qu'il faut avoir un gouvernement démocratique qui assure la primauté du droit pour pouvoir avoir du succès économique. Nous devons rapidement nous bâtir une classe moyenne solide pour éviter d'éventuels reculs vers un système féodal de clientélistes qui permettrait aux minorités riches d'abuser de la démocratie électorale.

Le Kirghizistan ne peut pas se fier à l'exportation du pétrole et du gaz pour construire son avenir. Le principal développement des ressources naturelles est la mine d'or Kumtor établie au milieu des années 1990 par la corporation canadienne Cameco, et qui est actuellement dirigée à l'étranger par Centerra Gold. C'est malheureusement l'histoire d'un gouvernement corrompu et de la négligence criminelle de l'intérêt national. Mais c'est chose du passé, je l'espère. Une de mes premières décisions importantes à la tête du gouvernement intérimaire a été d'épouser des principes de transparence initiés par l'industrie extractive et d'appliquer ses normes au secteur de l'hydroélectricité.

Je dois vous avouer que la meilleure ressource naturelle du Kirghizistan est son peuple multiethnique qui est actuellement en grande partie employé à l'étranger. Mon petit pays est l'un des cinq premiers pays de notre région en ce qui a trait à la somme des envois de fonds des migrants dans le PIB. Il est estimé que jusqu'à 1 000 000 de personnes, soit 1/5 de la population, est employée en Russie, au Kazakhstan et dans des pays de plus en plus éloignés comme la Corée et l'Italie. Les conséquences de cette migration massive, ou de l'absence des membres de la société les plus productifs et les plus passionnés sur la vie domestique et sociale est un tout autre sujet. Mais c'est une autre triste réalité à laquelle on doit faire face. Nous devons simplement nous rappeler qu'à court terme, en tentant de mettre fin à l'instabilité, nous ne

réolvons pas les nombreux problèmes sociaux graves.

L'actuel gouvernement du Kirghizistan possède un très ambitieux plan pour attirer d'importants investissements étrangers afin de soutenir la croissance économique du pays. Nous devons tirer profit de notre avantage, soit notre situation géographique au centre du vaste continent. L'une de ses priorités est la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire allant de Shanghai à Amsterdam en passant par le Kirghizistan. Cette ligne ferroviaire nous ouvrira l'accès aux océans Pacifique et Indien et nous permettra de développer notre rôle en tant que centre de la route de la soie contemporaine. De nombreux espoirs sont évidemment fondés sur la stabilisation de l'Afghanistan grâce à laquelle les plans d'exportation de notre électricité au Pakistan et en Inde pourraient être plus réalistes.

Ce n'est pas un hasard si l'un des principaux programmes que j'ai établis vise à faire découvrir l'Asie aux Kirghizes. Le vol vers New Delhi est deux fois plus court que celui de Bichkek à Moscou et la plus grande ville commerciale internationale de notre région est Urumqi, en Chine. Notre pays bénéficie également de l'expansion de l'accord commercial régional avec la Russie, le Kazakhstan, le Bélarus : l'Union douanière. Nous devons faire l'effort de comprendre que le Kirghizistan, loin d'être le centre de nulle part, est en fait situé au centre de l'économie qui connaît la croissance la plus rapide du monde.

Mesdames et messieurs,

Son Altesse l'Aga Khan a comparé la société pluraliste à un kaléidoscope que l'histoire façonne chaque jour. Signifiant que le pluralisme n'est pas une fin, mais un processus permanent. Je suis très heureuse que ce kaléidoscope perpétuel nous ait réunis aujourd'hui dans une salle pour cette occasion d'apprentissage.

Je remercie à nouveau Son Altesse ainsi que le conseil d'administration du Centre mondial du pluralisme et son secrétaire général, M. McNee. Je vous souhaite le meilleur des succès.

Merci beaucoup.